

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Bretagne
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

Rennes, le 14 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNAUF INDUSTRIES OUEST

ZI de Pradervelinvas
56160 Guémené-sur-Scorff

Code AIOT : 0005501557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES OUEST implanté ZA Le Haut Montigné 35370 Torcé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES OUEST
- ZA Le Haut Montigné 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005501557
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site spécialisé dans la transformation de pièces en matières plastiques alvéolaires (polystyrène expansé) et l'extrusion de bobines de films plastiques pour différents secteurs d'activité. A ce titre,

elle manipule et transforme des granulés plastiques industriels et est donc concernée par les évolutions réglementaires intervenues en 2021 afin de prévenir la dissémination de ce type de matière première dans l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	3 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 25/10/2010, article 2.1.1 et 8.2.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Seuil de soumission	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541.360	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés montrent que la situation actuelle au sein de l'établissement n'est pas acceptable s'agissant de la prévention de la dissémination des granulés plastiques dans l'environnement. Les procédures mises en œuvre doivent être complétées et renforcées, les lacunes constatées démontrant leur insuffisance. En outre, des dispositions préventives doivent être rapidement mises en œuvre tant au niveau du réseau de collecte des eaux pluviales qu'au niveau de la zone destinées au broyage/compactage des déchets de polystyrène.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Seuil de soumission

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541.360
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :</p> <p>....</p> <p>3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le site, coexistent deux entités du groupe Knauf. Knauf Industrie Ouest positionnée sur l'activité Moulage de PSE expansé et Knauf industrie Centre positionnée sur les bobines d'extrusion.</p> <p>Les matières premières principales utilisées sur site sont du polypropylène et du polystyrène. Elles sont stockées en vrac (l'établissement dispose de 8 silos d'une capacité unitaire de 60 m³ soit environ 30 tonnes) et en big-bag en intérieur. En ne prenant en compte que la quantité stockée en vrac le seuil de soumission aux dispositions introduites par le décret ministériel du 16 avril 2021 et relative à la prévention de la dissémination des granulés plastiques industriels dans la nature est déjà franchi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant du dépotage dans les silos de stockage en vrac, l'exploitant a expliqué que l'opération ne peut être réalisée qu'en présence d'un personnel de l'établissement. Les orifices de dépotage dans les silos sont cadenassés afin d'éviter toute prise d'initiative des livreurs. Il existe une</p>

procédure afin de prévenir tout déversement accidentel lors de la déconnexion des flexibles. L'exploitant a indiqué qu'en cas de mauvaise manipulation lors de la livraison de granulés, la zone est immédiatement nettoyée.

Le réseau des eaux usées est équipé d'un piège à billes. Il a été visualisé lors de l'inspection et est situé à proximité de la zone de compactage des déchets de polystyrène. L'exploitant a indiqué que les regards d'eaux pluviales ne sont pas équipés de dispositif visant à retenir les granulés plastiques. Il a indiqué qu'une réflexion est en cours mais qu'il rencontre des difficultés pour la mise en œuvre. En effet, l'établissement est en point bas de la zone d'activité et collecte l'ensemble des eaux de ruissellement. Le réseau d'évacuation des eaux pluviales est ainsi saturée en cas de fortes pluies et la pose de grilles aggraverait la situation actuelle en limitant le débit d'évacuation. Il a ajouté que des travaux sont programmés à l'échelle de la zone et que ces derniers devraient permettre de remédier au problème.

Le rejet d'eau pluviales a été visualisé dans un regard situé à l'aval du séparateur d'hydrocarbures. Le point de rejet dans le fossé longeant la RN 157 n'a pas pu être visualisé, l'accès étant interdit. Il a été constaté la présence de billes et granulés en surface ainsi que sur les parois du regard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place sur son site des dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination des GPI dans l'environnement afin de prévenir leur entraînement dans le réseau des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

<p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'à l'heure actuelle des procédures spécifiques liées à la prévention de la dissémination des granulés sont mises en œuvre, notamment s'agissant du nettoyage des locaux. Le site dispose d'une aspiration centralisée prévue à cet effet. Les granulés et résidus aspirés sont directement stockés dans des sacs étanches. Pour autant, les procédures déjà en place n'ont pas encore fait l'objet d'une formalisation. En outre, il est nécessaire de les compléter (contrôles internes, formation...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'ensemble des procédures requises à l'article D. 541-362 du code de l'environnement doivent être formalisées et déployées à l'échelle de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de</p>

certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'audit par un organisme extérieur n'a pas encore été réalisé. Il a évoqué la possibilité de le coupler au prochain audit de suivi de certification devant se dérouler en 2025. L'inspection a indiqué que l'échéance de réalisation est déjà dépassée (1^{er} janvier 2024) et qu'il n'est pas acceptable de le programmer si tardivement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire procéder rapidement à l'audit relatif à la mise en œuvre des procédures requises à l'article D. 541-362 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2010, article 2.1.1 et 8.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.1</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>...</p> <p>-prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p> <p>Article 8.2.4.2</p> <p>les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières....</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la démarche Knauf Circular, l'établissement reçoit des déchets de polystyrène</p>

expansé collectés auprès des entreprises, collectivités. Ces déchets sont broyés et compactés sur site avant expédition vers des sites de valorisation. Le compactage est réalisé sous une structure légère de type tente, à l'extérieur des bâtiments existants. L'inspection se déroulant lors d'un épisode pluvieux, il a été constaté que de nombreuses poussières et billes issues des opérations de compactage jonchent le sol de la zone et sont entraînées dans le réseau des eaux pluviales.

Sous les plateformes des quais de déchargement du bâtiment de stockage, il a été également constaté la présence de granulés.

En outre, il a été constaté qu'une presse désaffectée est entreposée à l'extérieur à proximité des silos de stockage. Bien qu'exposée aux conditions météorologiques, aucune précaution particulière n'est mise en œuvre afin de prévenir la dissémination des nombreux granulés encore présents sur cet équipement en attente d'enlèvement.

De plus, sont stockées en extérieur des big-bags contenant des poussières issues des opérations de broyage et en attente d'enlèvement. Compte tenu de la granulométrie très fine de ces broyats, il est préférable de les stocker en intérieur. En effet, en cas de déversement accidentel, il serait difficile de les récupérer.

S'agissant des ateliers d'extrusion et de moulage de PSE, les locaux sont propres à l'exception du sol au droit de la zone de préparation des mélanges de granulés dans l'atelier d'extrusion. L'exploitant a indiqué qu'il est procédé à un nettoyage par an. Cette fréquence paraît insuffisante compte tenu de l'accumulation de granulés constatés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit garantir l'absence de granulés et billes dans les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel. Outre la nécessité d'implanter des dispositifs des regards d'eaux pluviales situées au niveau des zones à risque de dissémination, il est nécessaire de revoir les pratiques actuelles de broyage/compactage qui sont incompatibles avec les exigences réglementaires actuelles en matière de prévention de la dissémination des granulés plastiques. Par ailleurs, l'entreposage en extérieur de matériels comportant des granulés sans aucune précaution particulière est à proscrire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois